

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 14/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MACHAON**

3 Avenue du 106ème Régiment d'Infanterie  
51000 Châlons-En-Champagne

Références : D3 i 2026-283  
Code AIOT : 0005704963

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement MACHAON implanté 3, avenue du 106ème Régiment d'Infanterie 51000 Châlons-en-Champagne. L'inspection a été annoncée le 09/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été diligentée pour faire le point sur les échéances en cours sur ce site, notamment suite à l'épisode de pollution de la Marne du 03/11/2025 et aux plaintes récurrentes sur les odeurs.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MACHAON
- 3, avenue du 106ème Régiment d'Infanterie 51000 Châlons-en-Champagne
- Code AIOT : 0005704963

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MACHAON est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation n°2016-A-101-IC du 01/07/2016 modifié par les arrêtés préfectoraux n°2020-A-27-IC du 07/02/2020 et n°2022-APC-134-IC du 25/07/2022, à exploiter une usine de valorisation du polyéthylène basse densité (PEBD) des plastiques de la collecte sélective réalisée auprès des particuliers. Le PEBD est valorisé à hauteur de 50 % en granulés plastiques qui seront utilisés pour confectionner des sacs en plastiques ou des tuyaux d'arrosage ; les 50 % restant, non valorisables, sont utilisés comme combustible solide de récupération, en cimenterie notamment.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Pollution
- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rubrique ICPE	Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 3.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Pollution de la Marne	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 2.5.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des justificatifs sur la tenue de l'état des stocks actuels et sur la mise en place d'actions destinées à diminuer l'impact olfactif de l'installation.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>

2791 (A) : traitement de déchets non dangereux : 61 t/j (2 déchiqueteurs)  
2661-1 (E) : transformation polymères : 50 t/j (extrusion)  
2662-2 (E) : stockage de polymères : 8910 m<sup>3</sup> (déchets entrants + produits finis + CSR) dont 2160 m<sup>3</sup> dans bâtiment stockage et 6750 m<sup>3</sup> dans bâtiment production  
2714 (E) : TTR de déchets non dangereux : 6690 m<sup>3</sup> (5190 m<sup>3</sup> de films ménagers + 1500 m<sup>3</sup> de CSR vrac)

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté à l'Inspection ses registres d'entrée et sortie de déchets ainsi que son plan d'organisation des différents stockages (déchets entrants, déchets sortants et produits finis). L'exploitant indique que le suivi des stocks se fait quotidiennement : une personne fait le tour des stocks et renseigne un fichier informatisé.

Concernant les rubriques ICPE relatives à la production, l'exploitant a transmis à l'Inspection les tableaux de suivi de la quantité de granulés produits (rubrique 2661), avec une production de 358 j/an.

2023 : 16 405 t, soit 46 t/j

2024 : 17 623 t, soit 49 t/j

2025 : 16 878 t, soit 47 t/j

2026 (en cours) : 4 020 t

A partir des documents fournis, l'Inspection ne peut pas estimer la quantité journalière de la rubrique ICPE 2791 (production de CSR). Il est attendu des justificatifs de l'exploitant en ce sens.

Concernant les rubriques ICPE de stockage (2662 et 2714), par sondage, l'Inspection a constaté que l'exploitant renseigne son registre de manière globale, sans notion de zonage (annexes 4 et 5 de l'arrêté préfectoral du 22/07/2022).

On peut donc y lire la présence de 585 t de déchets plastiques répartis ainsi (Semaine 13) :

- déchets citeo : 505 t

- déchets citeo NC : 20 t

- balles de rejet : 80 t.

La quantité maximale de stockage de granulés est de 48 t. L'exploitant dispose d'un stock de 44 big-bags (densité légèrement supérieure à 1), correspondant à 2 lignes de production, prêt à être répartis en 2 camions de 22 big-bags chacun. L'exploitant a transmis à l'Inspection une modification de son registre, avec les différents zonages, qui entrera en vigueur en avril 2026.

L'Inspection ne constate pas d'écart à la prescription et le stockage visualisé lors de la visite semble correspondre à l'état des stock.

Concernant le stockage de CSR en vrac, l'exploitant indique que le calcul se fait sur le terrain par rapport à la hauteur et la densité. La limite de 400 t de CSR correspondent à un stockage de 3m de haut dans la cellule prévue. Cette limite a été peinte sur le mur. Lors de la visite, l'Inspection a constaté que ce repère visuel est très ténu et que le tas de CSR en vrac forme un dôme dont le sommet semble dépasser la limite. Il est donc attendu que l'exploitant mette en place des actions corrective sur ce point.

L'exploitant prévoit de déposer prochainement un porter-à-connaissance pour obtenir l'autorisation d'apporter des modifications sur son site.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous un délai d'un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les registres annuels de production de CSR ;</li> <li>- un plan à jour des stockages des 2 bâtiments du site ;</li> <li>- la justification d'un repère visuel pertinent dans la zone de stockage de CSR en vrac, afin de respecter la limite de 1500 m<sup>3</sup>.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il y a quelques années, l'exploitant a réalisé des études relatives aux émissions d'odeurs de son site (article 4 de l'arrêté préfectoral du 25/07/2022) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Étude ODOMETRIC (modélisation odeurs, RID-01-2204098-V02, décembre 2022) : démonstration de l'efficacité de la dispersion odeurs du triturateur suite à la mise en place d'une cheminée de 15 m. Le captage de l'air ambiant est à étudier pour améliorer les flux d'air dans le bâtiment, limiter l'humidité, la corrosion et améliorer le confort des travailleurs.</li> <li>- Étude GANTA (simulation des flux d'air dans le bâtiment, 2022-461-01-RA, mars 2023) : propositions d'améliorations avec diverses solutions comme l'éolage (captation forcée + propulsion en hauteur + dispersion atmosphère), la construction de murs de séparation entre les lignes de production 1 et 2 ou encore l'ajout d'un extracteur façade sud et ouvertures façade Nord.</li> </ul> <p>D'autres part, l'exploitant a mis en place les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- émissions canalisées : captation et filtration des fumées des extrudeuses en 2021 (filtres papier, polyester, charbon actif) ;</li> <li>- émissions diffuses : travaux d'isolation en 2023 et test d'un produit neutralisant en 2025. Les résultats du test du produit neutralisant ont été transmis à l'Inspection. Ils sont non concluants et l'exploitant n'a pas prévu de donner de suite au test.</li> </ul> <p>L'Inspection et l'exploitant constatent que les actions engagées n'ont pas fait disparaître les plaintes des riverains même si elles ont diminué depuis quelques années.</p> <p>L'Inspection considère que l'exploitant doit poursuivre la mise en place d'actions pour se mettre en conformité avec l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectorale du 07/02/2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'exploitant a fait part de son souhait de tester la mise en place d'un ventilateur pour augmenter la vitesse d'éjection des fumées de la cheminée du site, au-delà des 5 m/s prescrits par son arrêté préfectoral du 25/07/2022. L'Inspection est favorable à cette demande et propose à l'exploitant de la formaliser par un porter-à-connaissance auprès de l'autorité préfectorale.</li> </ul>

- l'inspection attend de la part de l'exploitant un plan d'actions concernant la gestion des émissions diffuses, sur la bases des précédentes études réalisées (captation et traitement dans les zones productrices d'odeur).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous un délai de trois mois : - un porter-à-connaissance sur l'augmentation de la vitesse d'éjection des fumées de la cheminée. - un plan d'actions sur la captation et le traitement des odeurs des bâtiments de stockage et de production.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Pollution de la Marne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Suite à la pollution du 17/10/2025 et à la visite d'inspection du 03/11/2025, l'exploitant a transmis les justificatifs suivants à l'Inspection : - un rapport d'accident complet et circonstancié du sinistre du 17/10/2025 ; - un rapport de nettoyage et de remise en état des réseaux d'eaux pluviales impactées ; - la justification de l'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'accident, dans des filières autorisées. Quantité estimée : 1,71 m³. Concentrations des eaux rejetées : MES : 5500 mg/l (VLE : 35) DCO : non mesuré (VLE : 125) DBO5 : 1100 mg/l (VLE : 30) Azote global : 85 mg/l (VLE : 10) Hydrocarbures totaux : non mesuré (VLE : 5) Somme des 20 PFAS : < 0,10 µg/l (VLE directive AEP : 0,10 µg/l) PFOS < 0,10 µg/l (VLE : 25 µg/l) L'exploitant a transmis à l'Inspection les justificatifs de la réception et du traitement des boues dans une installation dûment autorisée.

- un bilan de la quantité d'eaux usées réellement déversées, sur et hors du site ainsi que les caractéristiques de ces eaux usées ;
- la justification de la mise en œuvre d'actions et de travaux pour éviter une nouvelle survenue d'un accident de ce type.

A partir de son plan d'actions, l'exploitant a mis en place :

- une grille de récupération des plastiques dans le dernier regard des eaux pluviales se trouvant sur le site de MACHAON. Sur place, l'Inspection a constaté la présence de grilles de diamètre inférieur à 5 mm afin de bloquer les éléments grossiers.
- une rétention plus importante de la station d'épuration (passage de 10 m<sup>3</sup> à 90 m<sup>3</sup>). Son dimensionnement a été fait pour bénéficier d'un délai de 10 h d'intervention (10 m<sup>3</sup>/h envoyés depuis la fosse).
- deux avertisseurs lumineux en plus de l'avertisseur sonore en cas de niveau haut de la fosse => novembre 2025. L'Inspection indique à l'exploitant qu'il doit intégrer la réalisation de test réguliers et consignés.
- une pompe avec un pas plus grand et une plus grande puissance (passage de 2,2 à 7,5 kW) pour éviter le bourrage (cause de dysfonctionnement).
- un plan d'intervention lorsque le niveau haut de la fosse est détecté. Suite à une remarque de l'Inspection, l'exploitant a transmis une mise à jour de la procédure en cas de niveau haut de la fosse, incluant l'arrêt complet de la ligne de production.
- une procédure d'arrêt de la pompe des eaux usées d'extrudeuse et de la pompe d'alimentation du déshydrateur en cas de débordement de la fosse.

Par sondage, l'Inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite